

LA RESTAURATION DES MONUMENTS HISTORIQUES DANS LA PERSPECTIVE DE TROIS DÉCENNIES D'ACTIVITÉ

Vasile Drăguț

Discuter, en 1974, le problème des monuments historiques est quelque chose de très naturel. Pas un jour qui passe sans que les journaux ne publient des données sur tel ou tel monument; les bureaux de tourisme organisent des excursions aux monastères de Moldavie ou d'Olténie; les églises fortifiées du plateau transylvain ainsi que les monuments en bois de Maramureș attirent chaque jour davantage l'attention des voyageurs, tandis que la radio et la télévision nous offrent des émissions de plus en plus fréquentes ayant pour thème le patrimoine de monuments de notre pays. Dès lors, loin d'être considérés comme des ombres du passé, de tristes ruines éparses dans des sites oubliés, les monuments historiques s'englobent dans la vie contemporaine comme une présence de plus en plus dynamique, jouissant d'une légitime autorité dans le domaine de la science, autorité justifiée par leur valeur irremplaçable en tant que documents et œuvres représentatifs du génie humain.

Mais, en parlant de la condition des monuments historiques dans l'actualité de l'année 1974, il serait erroné de croire que le prestige dont ils jouissent à présent a été toujours pareil, de même qu'il serait inexact de s'imaginer que ce prestige a été acquis sans des sacrifices parfois très douloureux. Poursuivre le processus de cristallisation du prestige des monuments historiques dans la conscience culturelle contemporaine équivaut, de fait, à une analyse de l'activité déployée dans le domaine de la restauration et de la mise en valeur du patrimoine de monuments au cours des trois décennies entre 1944 et 1974.

En les considérant, à juste titre, comme une « richesse du pays, une richesse de la nation »¹, Nicolae Iorga avait démontré que les monuments historiques représentent « un art de construire qui n'est plus en usage, une beauté que l'on ne saurait plus réaliser et, de surcroît, une somme plus ou moins grande de souvenirs,

quelque chose de l'existence des hommes qui s'y sont glissés, en priant, en combattant, en vivant entre ces murs »².

Malheureusement, le nombre de ceux qui étaient conscients de la valeur des monuments historiques, dans sa complexe réalité, n'était pas très élevé et, sous une forme ou une autre, le patrimoine de monuments historiques en a beaucoup souffert pendant la seconde moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e. L'absence d'un cadre légal correspondant a été aggravée par les nombreuses interventions sur les monuments, interventions incisives, voire catastrophiques, mais motivées par l'étiquette de « restauration ». Avec une véhémence justifiée, le grand historien a, maintes fois, dénoncé les dangers qui menaçaient la vie et l'expression authentique des monuments: l'incurie des autorités locales, une administration incompétente mais, surtout, des pseudo-restaurations. Or, il n'était guère facile de lutter contre ces pseudo-restaurations, car elles bénéficiaient de la haute protection officielle, une véritable école s'étant constituée autour de son principal promoteur, l'architecte français Lecomte du Noüy.

L'œuvre néfaste de Lecomte du Noüy, représentant de l'école puriste inaugurée par Viollet-le-Duc, est difficile à évaluer,

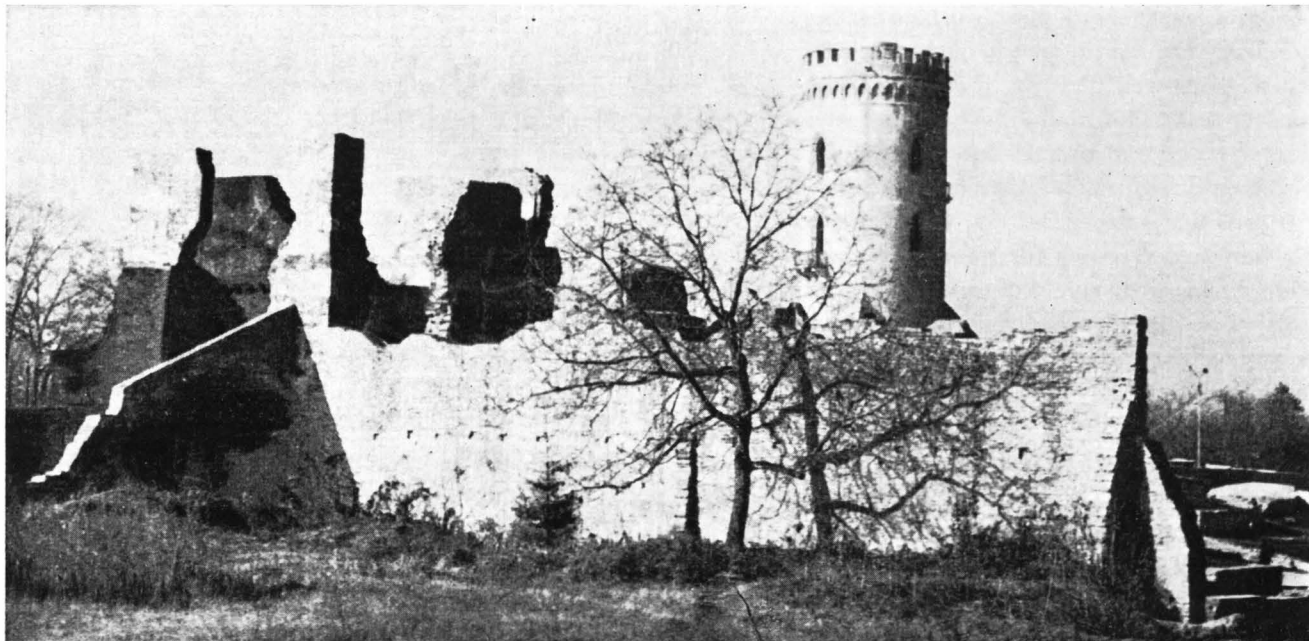


Fig. 1. — Le palais princier de Tîrgoviște, après la consolidation des ruines.

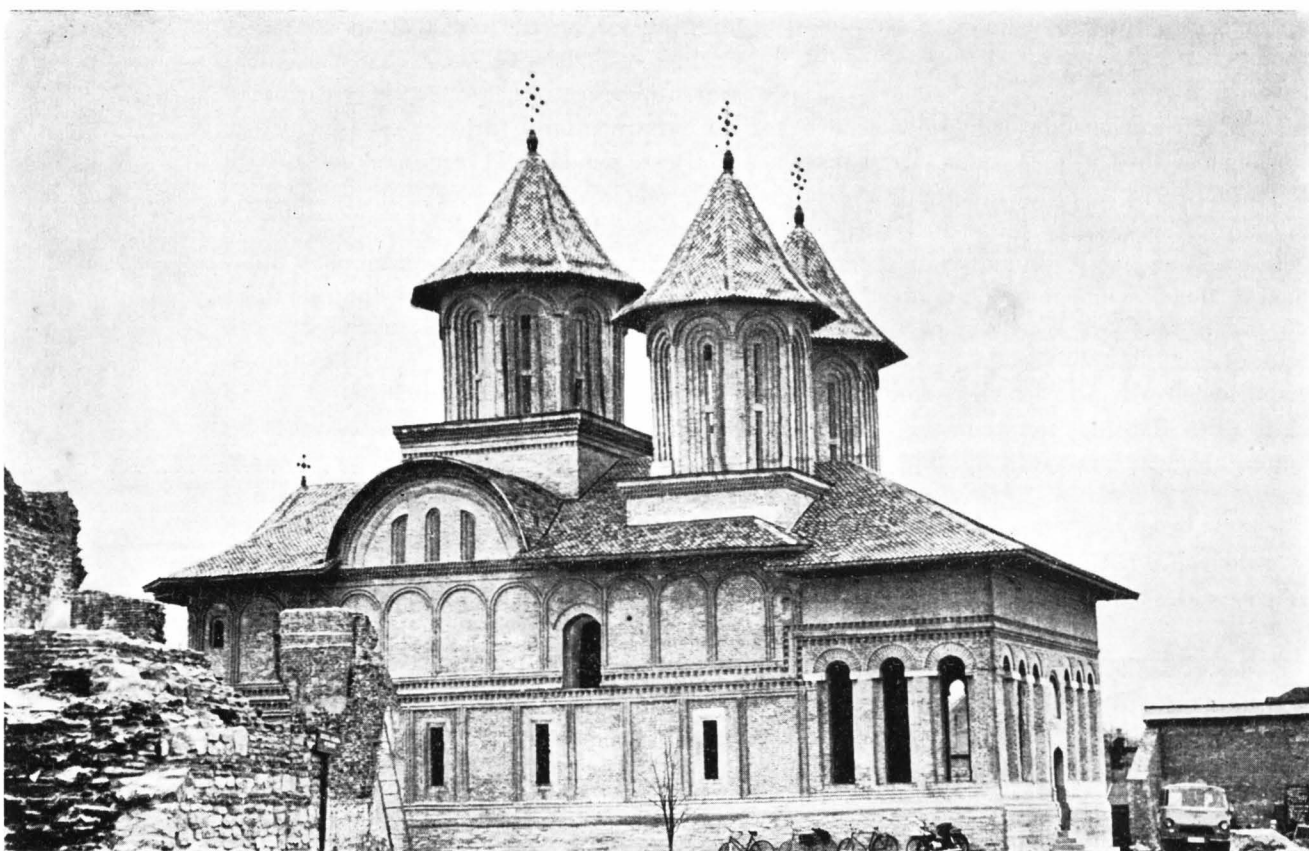


Fig. 2. — L'église princière de Tîrgoviște, fondation de Petru Cercel (1583), après la restauration de 1961—1969.



Fig. 3. — L'église de Densuș (départ. de Hunedoara), après la restauration de 1961-1962.

ses conséquences funestes sur différents plans étant pratiquement incalculables. La démolition intégrale de l'église métropolitaine de Tirgoviște, de l'église Saint-Nicolas, de Jassy, et de l'église Saint Démètre, de Craiova — monuments d'une authentique valeur historique et artistique que la rage du pseudo-restaurateur a fait supplanter par des édifices nouveaux, sans aucune ressemblance avec la forme des originaux détruits, a donné à Nicolae Iorga l'occasion d'adopter une position

tranchante, aussi bien au Parlement que dans la presse: « La Commission des Monuments Historiques répare tout en conservant le bâtiment, tandis que M. Lecomte du Nouÿ le démolit. Le système de M. Lecomte du Nouÿ consiste à faire disparaître complètement l'ancien bâtiment pour le remplacer par un autre, nouveau, cependant que le système de la Commission des Monuments Historiques consiste à garder de l'ancien bâtiment ce qui peut être conservé et à



Fig. 4. — La salle du conseil de la résidence princière de Hurez, avant la restauration.

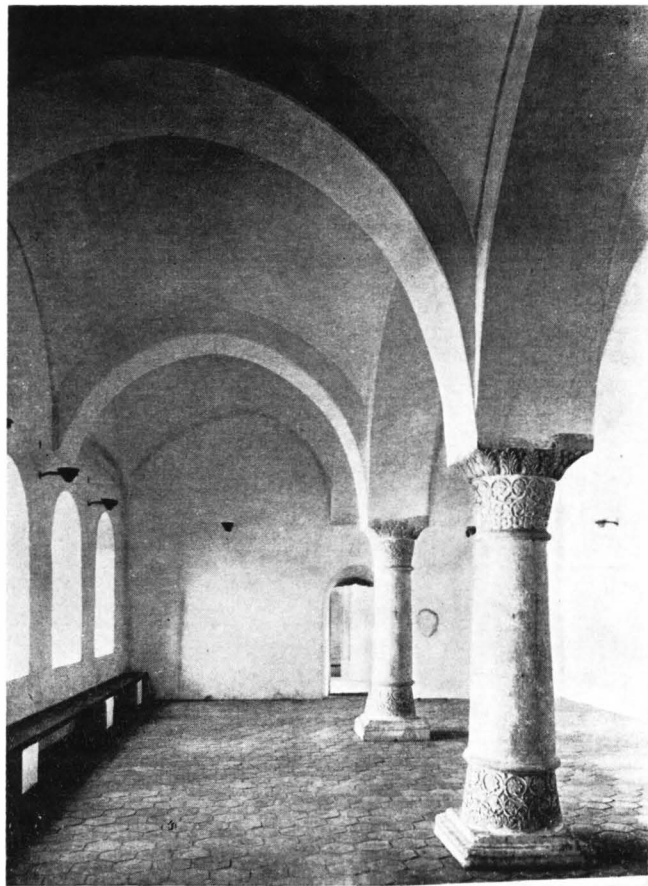


Fig. 5. — La salle du conseil de Hurez; le stade actuel, après la restauration de 1960–1965.

compléter les restes de l'ancien bâtiment par des éléments qui pourront lui assurer une durabilité »³.

Pourtant, si le nombre des monuments démantelés à la suite de ce soi-disant processus de restauration n'a pas été trop élevé, celui des monuments défigurés par l'intervention d'un subjectivisme arbitraire des restaurations est impressionnant. Le début avait été fait par ce même Lecomte du Noüy, sous la direction duquel ont été effectués les ouvrages de restauration à l'église épiscopale de Curtea de Argeș et à l'église Trei Ierarhi de Jassy. A Curtea de Argeș, l'architecte français, non content d'éloigner les précieuses peintures exécutées en 1526 par Dobromir de Tîrgoviște, n'a pas hésité à changer le caractère de l'architecture, en faisant peindre sur les murs raclés

des ornements dorés qui donnent au monument l'aspect d'« une pièce montée pour confiserie parisienne »⁴, selon une expression de Theodor Aman. A Trei Ierarhi, on a poussé l'intervention jusqu'à modifier la silhouette du monument, par l'élévation des tours et la transformation du toit, tandis que l'intérieur a subi un aménagement scénographique dont le faux éclat a néanmoins trouvé l'approbation des personnages officiels de l'époque.

Cette mentalité de nouveaux riches, conjuguée à l'ambition des architectes de l'école puriste d'« embellir » les monuments, afin de se mettre en évidence, a eu des conséquences des plus funestes pour notre héritage culturel. Des architectes formés dans l'esprit de l'école de Lecomte du Noüy, tels N. Gabrielescu et I. Băicoianu, ont grossièrement altéré



Fig. 6. — La maison Melic, de Bucarest; avant la restauration.

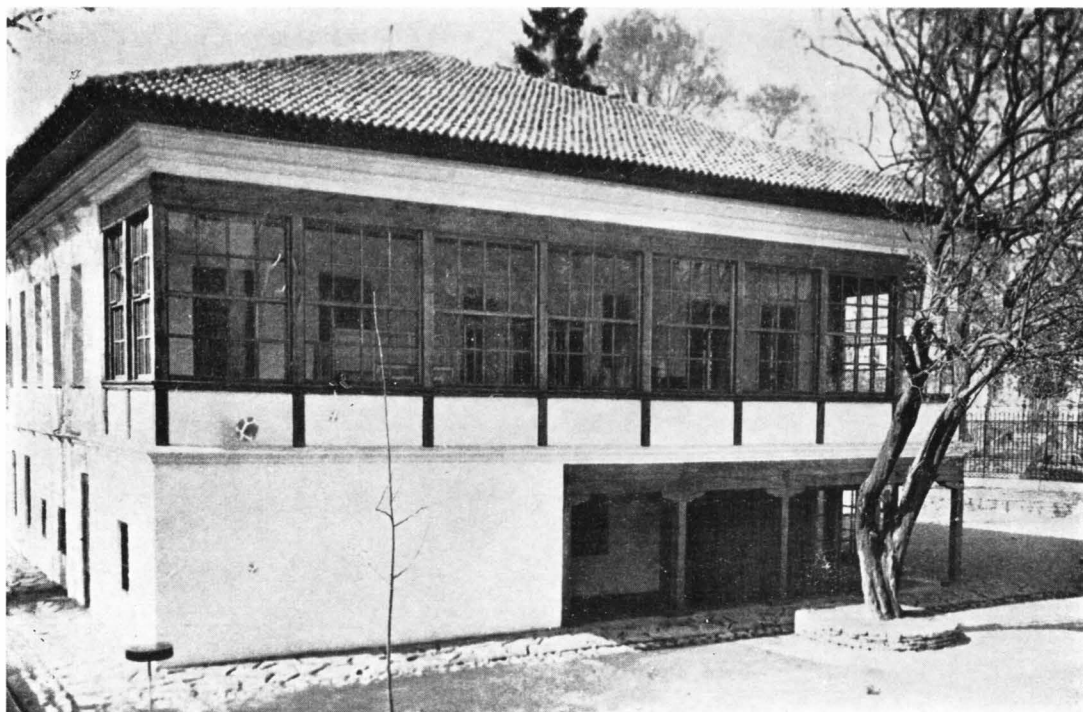


Fig. 7. — La maison Melic, de Bucarest; le stade actuel, après la restauration de 1969–1971.



Fig. 8. — La maison Melic, de Bucarest; vue de l'intérieur, après la restauration.



Fig. 9. — L'imprimerie de Dosoftei, à Jassy, actuellement Musée de l'Imprimerie; le stade actuel, après la restauration de 1967-1969.



Fig. 10. — Le bourg de Tirgu Mureș; mur d'enceinte antérieur à la restauration.



Fig. 11. — Le bourg de Tirgu Mureș; le mur d'enceinte avec le chemin de ronde restauré.
Travail en cours.



Fig. 12. — L'église du monastère Secu (départ. de Neamț), avant la restauration.

l'aspect de certains monuments et provoqué en même temps la destruction de précieux témoignages de peinture murale. C'est ainsi qu'en Moldavie les monuments fondés par Étienne le Grand à Hirlău et à Botoșani ont été revêtus de marbre — matériau jamais employé dans l'ancienne architecture roumaine —, tandis que les toits ont acquis une forme aussi inesthétique et non fonctionnelle que peu conforme à la tradition. Ce qui est plus grave c'est que pour réaliser, à l'église Saint-Georges de Hirlău, le faux parement en marbre, on a détruit le décor de peinture murale extérieure, dont le souvenir ne subsiste que dans quelques photographies appartenant à la collection de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie.

En Transylvanie, la section locale de la Commission des Monuments Historiques ayant donné carte blanche aux « restaurateurs », ceux-ci ont gravement dénaturé l'aspect de quelques monuments d'une grande valeur. L'architecte R. Wagner exécutait des modifications fantaisistes aux églises de Peșteana-Hațeg (XIV^e siècle), Rimeț-Alba (XIV^e siècle), Mesentea-Alba (XVIII^e siècle)⁵, etc., tandis que sous l'empire du néoromantisme, l'architecte Debreczeny L. dénaturait la composition architectonique de l'église orthodoxe de Feleac, de l'église réformée de Strugureni et de nombreux autres monuments.

En opposition avec ces manifestations du libre arbitre qui prétendaient néanmoins au titre de restaurations, s'est



Fig. 13. — L'église du monastère Secu après la restauration de 1966–1972. Le petit portique ouest a été éloigné et les deux phases de construction mises en évidence.

constitué — sous l'égide de la Commission des Monuments Historiques et grâce aux diligences personnelles de Nicolae Iorga —, un noyau de spécialistes qui allait donner à l'activité de restauration un contenu adéquat. A l'église princière Saint-Nicolas de Borzești, aux églises Precista de Bacău et Curtea Veche de Bucarest, etc., l'œuvre de restauration s'est préoccupée de la récupération des formes architecturales originales, de leur consolidation et de leur mise en valeur, laissant de côté les vains soucis d'« embellissement », d'« anoblissement » ou de « modernisation » du monument, conçu comme un témoignage authentique d'une histoire

révolue. Grâce à l'activité de l'architecte Grigore Cerchez, à qui l'on doit le sauvetage de l'église princière de Curtea de Argeș — que Lecomte du Noüy avait vouée à la disparition —, à celle de l'ingénieur Gheorghe Balș, remarquable historien de l'architecture médiévale moldave, aux efforts de N. Ghika-Budești, champion du principe de la « stricte » conservation, au traitement conséquent et scientifique appliqué aux problèmes de la restauration par Horia Teodoru, qui fut pendant longtemps architecte en chef de la Commission des Monuments Historiques, les travaux de restauration ont gagné en profondeur, la délimitation de la respon-



Fig. 14. — L'église du monastère Putna, avant la restauration.



Fig. 15. — L'église du monastère Putna, stade actuel, après la restauration de 1968–1972.



Fig. 16. — La maison de Udriște Năsturel, de Herești (départ. d'Ilfov); avant la restauration.

sabilité vis-à-vis du patrimoine culturel étant de plus en plus précisée. L'activité scientifique de la Commission des Monuments Historiques, matérialisée tout d'abord dans son prestigieux « Bulletin », a conduit également à l'organisation du musée d'art religieux⁶, dont les riches collections ont rendu possible la dotation de la section d'art ancien du Musée d'Art de la République Socialiste de Roumanie,

ainsi que l'illustration des moments les plus importants de l'exposition du Musée d'Histoire de la République Socialiste de Roumanie.

Au moment où elle avait atteint à sa période de maturité, comme en témoignent les multiples réalisations sur les plans scientifique et pratique⁷, l'activité de restauration a passé par de violentes secousses. L'assassinat de Nicolae Iorga,

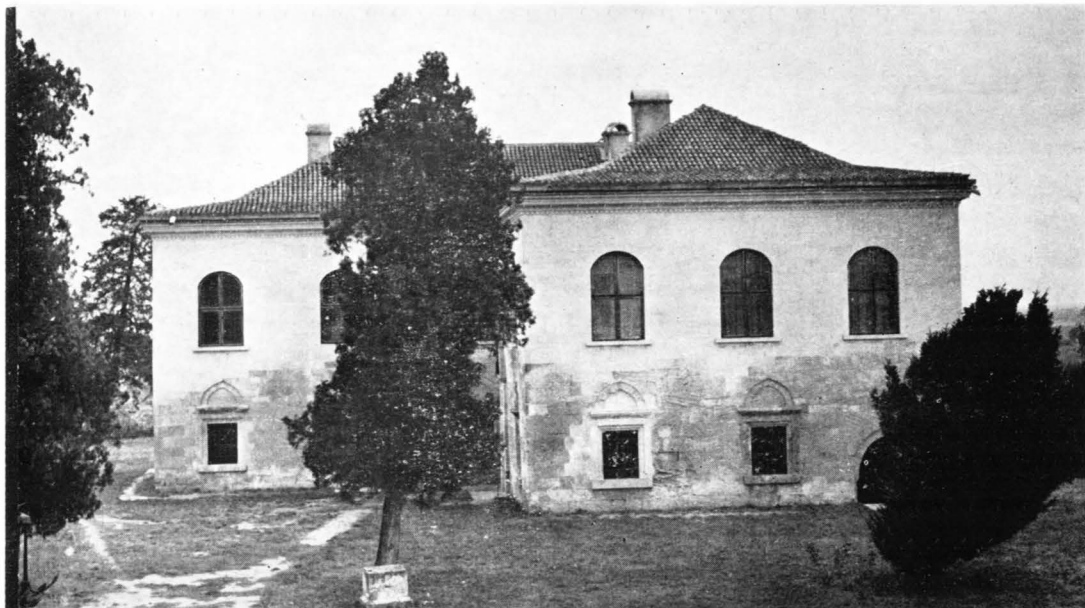


Fig. 17. — La maison de Udriște Năsturel, de Herești, stade actuel, après la restauration de 1964—1972.

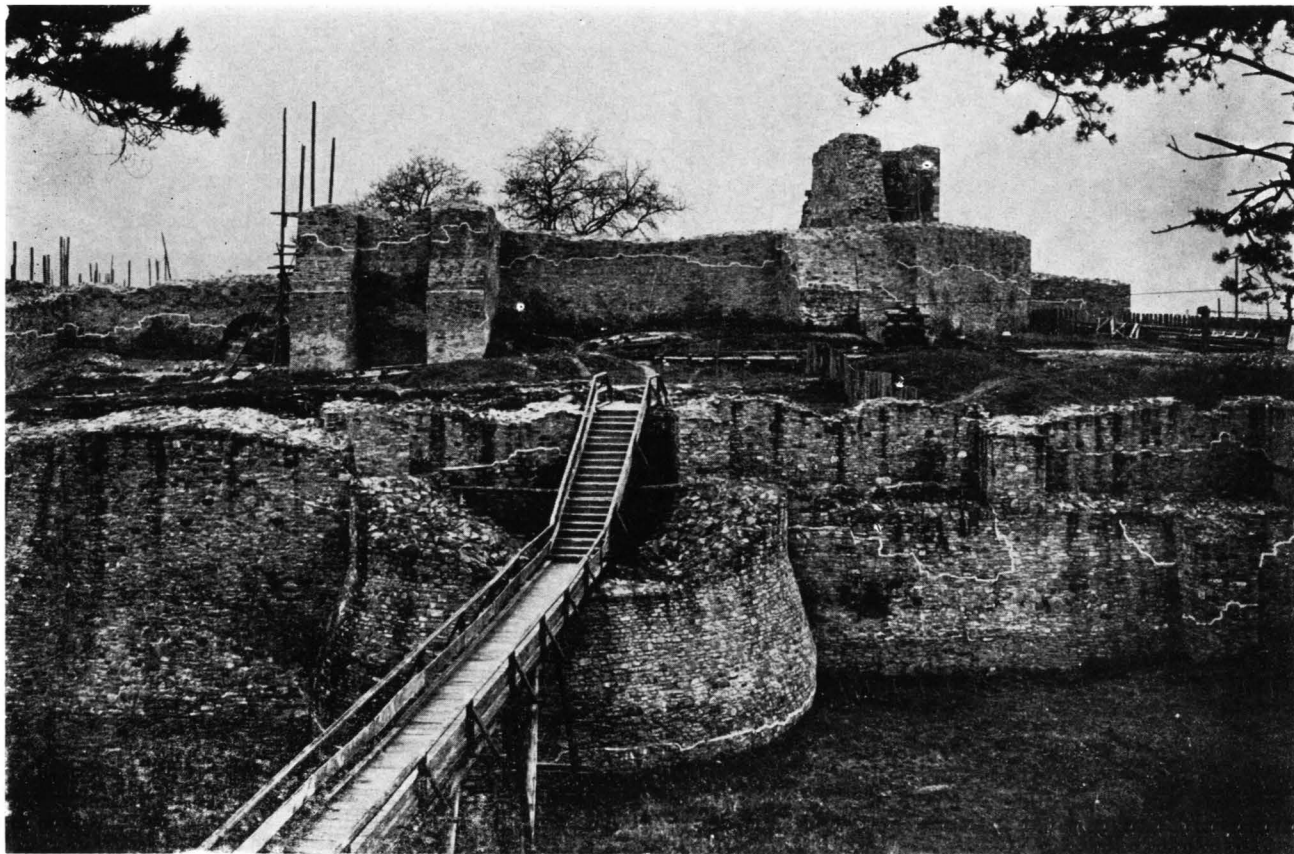


Fig. 18. — Résidence voïvodale de Suceava; monument en cours de consolidation et d'aménagement. (La ligne blanche que l'on aperçoit sur les murs marque le niveau d'où commencent les travaux de restauration).

l'inappétance culturelle manifestée pendant la dictature fasciste ainsi que les années de guerre qui ont suivi furent les principales causes du déclin brusque et profondément nocif dans le domaine de l'administration et de la restauration des monuments historiques. Aux causes plus haut mentionnées s'ajoutent les désastres provoqués par le tremblement de terre de novembre 1940 et les destructions de la guerre, c'est-à-dire un long cortège d'adversités vivement ressenties par les monuments historiques de notre pays.

Voici, brièvement évoquée, la situation des monuments historiques avec le faisceau de problèmes auxquels devront faire face les facteurs responsables après le 23 Août 1944⁸.



Par conséquent, après le 23 Août 1944, et plus exactement après le 6 Mars 1945, le jeune régime démocratique était con-

fronté avec un triste héritage. De nombreux monuments détruits ou avariés, un système administratif vétuste, une pénurie aiguë de spécialistes constituaient autant de servitudes projetées sur le fond d'une économie ruinée par la guerre, lorsque tout restait à faire pour la reconstruction du pays. On comprendra facilement qu'une reprise organisée de l'activité de restauration des monuments historiques n'a pas été possible sans difficultés. Cependant, malgré les urgences qu'impliquait la vie économique sociale et politique du pays, le problème de la conservation du patrimoine s'est toujours trouvé dans l'attention des autorités responsables, qui ont veillé à assurer, sous diverses formes, les moyens financiers nécessaires à ce but.

Après une période de transition, pendant laquelle l'ancienne Commission des Monuments Historiques a continué à exister de nom seulement, étant dépourvue des moyens adéquats pour une activité



Fig. 19. — L'église du monastère Galata, Jassy; après la restauration de 1961 — 1971.

efficente⁹, on a pris les mesures nécessaires pour une organisation correspondant aux nouvelles conditions culturelles créées dans l'Etat démocrate populaire.

Le 15 mars 1951, par un décret de la Grande Assemblée Nationale, fut fondée la « Commission scientifique des musées et des monuments historiques et artistiques », en tant qu'organisme de spécialité de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie. La nouvelle Commission a réussi, dans un intervalle de quelques années seulement, à réaliser un important volume de recherches, en préparant aussi le matériel qui a été à la base de la nouvelle loi concernant les monuments historiques. Le principal travail effectué par la nouvelle commission a

été l'inventaire des monuments culturels: archéologiques, d'architecture et mémoriaux. Au cours des opérations d'inventaire 11 543 fiches de monuments ont été rédigées, 4 360 monuments étant déclarés monuments culturels. Cet ouvrage, quoique incomplet, venait combler un vide que les générations antérieures de chercheurs avaient vivement ressenti. Initiée dès 1832, reprise au temps d'Alexandre I. Cuza par les efforts des « commissaires gouvernementaux » — D. Pappazoglu, Al. Pelimon, Cezar Bolliac et Al. Odobescu — l'élaboration d'un inventaire s'est plusieurs fois imposée à l'attention de l'ancienne Commission des Monuments Historiques, sans toutefois atteindre à un résultat satisfaisant¹⁰. C'est par consé-

quent, à la Commission scientifique des musées et des monuments que revient le mérite d'avoir réalisé cet inventaire, qui a été publié comme une annexe de la décision du Conseil des Ministres N° 661 du 22 avril 1955.

L'apparition de ces documents ayant eu une grande importance pour la politique de recherche et de restauration des monuments historiques de notre pays nécessite une analyse plus attentive.

Soulignons d'abord le fait que la décision N° 661/1955 du Conseil des Ministres est la première loi dont la portée pouvait assurer la protection, l'étude, la conservation, la restauration et la mise en valeur des monuments de culture de toutes les catégories. Si, par le passé, l'attention des autorités dirigeantes et des facteurs de responsabilité scientifique, y compris celle de la Commission des Monuments Historiques, s'orientait de préférence vers les monuments religieux, les directives du nouvel acte normatif de même que le contenu de la liste annexe remettront dans leurs droits les monuments civils et militaires, ainsi que les monuments à caractère mémorial, directement liés aux grands événements de la lutte du peuple pour l'indépendance et la justice sociale. On a établi les responsabilités des autorités administratives locales, à qui incombe le devoir de garder, de protéger, de conserver, de consolider et de restaurer les monuments et le cadre environnant¹¹, une zone de protection ayant été statuée pour la première fois dans notre pays, zone déterminée en fonction du paysage, de l'ampleur et de l'importance du monument protégé.

Une autre prévision de conséquence de la décision N° 661/1955 du Conseil des Ministres concerne la création d'une institution spécialisée dans les travaux de protection, de consolidation et de restauration des monuments historiques. C'est sur le fondement de cette prévision que prendra vie, en 1959, la Direction des Monuments Historiques. Jusqu'à la créa-

tion de cette institution, l'activité de restauration avait été assurée par l'atelier des monuments historiques de l'Institut central de systématisation des villes et des régions (I.C.S.O.R.) et par un petit atelier ayant fonctionné dans le cadre du Département des Cultes. Malgré leurs moyens très réduits, ces deux noyaux de restauration ont eu le mérite d'aborder dans un esprit nouveau, à la fois plus audacieux et plus généreux, le problème de la conservation du patrimoine historique de notre pays, ignorant les discriminations passées dans la tradition de l'ancienne Commission des Monuments Historiques.

C'est ainsi que fut initiée la restauration d'importants édifices civils — le palais de Brancovan, de Potlogi, la maison d'Udriște Năsturel, de Herești, le château des Corvin, de Hunedoara — ainsi que celle de monuments appartenant aux nationalités cohabitantes — la mosquée Hunkiar de Constanța, l'église catholique romaine Saint-Michel de Cluj, l'église évangélique de Sebeș-Alba, la bourgade paysanne de Prejmer-Brașov et ainsi de suite.

Après la création de la Direction des Monuments Historiques, l'activité de recherche et de restauration des monuments a continué dans un rythme constant, le nombre des édifices et des ensembles historiques restaurés jusqu'à ce jour étant surprenant¹².

De la longue série des restaurations effectuées grâce à la sollicitude et par les soins de notre Etat, qui a alloué d'importants fonds à cet effet, les suivantes se remarquent par la qualité scientifique des travaux ou par l'ampleur des investitions: le château-fort de Făgăraș; l'ensemble de la Métropole de Bucarest; le centre historique de la ville Sebeș-Alba; la bourgade de Cilnic, le bourg de Alba Iulia, l'ensemble de la Bărăția, de Cîmpulung, le monastère Aninoasa-Argeș (où les travaux sont en cours), la bourgade paysanne avec l'église évangélique, de Prejmer, les anciennes halles de Brașov, l'église catholique romaine Saint-Michel,

de Cluj, l'ensemble romain avec la mosaïque de Constanța, la résidence voïvodale de Tîrgoviște, le château des Corvin, de Hunedoara, les monastères Galata et Cetățuia, de Jassy, la maison de Udriște Năsturel, de Herești-Ilfov, le monastère Strehaia, le déplacement des monuments d'Ada-Kaleh, le bourg de la ville de Tîrgu Mureș (où les travaux sont en cours), le monastère Neamț, le monastère Brebu-Prahova, les monastères de Sucevița, Dragomirna et Moldovița, l'auberge de Suceava, le monastère de Putna (où les travaux sont en cours), les monastères de Cozia et de Hurez¹³.

A présent, la Direction des Monuments Historiques et d'Art possède 104 chantiers, dont les plus importants sont: la cité de Histria, la cité et le monument triomphal d'Adamclissi, les monastères Secu-Neamț et Bistrița-Neamț, l'église d'Étienne le Grand à Războieni-Neamț, le monastère de Rîșca, la résidence voïvodale de Suceava, le monastère de Putna, le monastère de Slatina, l'église Noire de Brașov, l'église Saint-Nicolas de Șcheii Brașovului, l'ancienne mairie de Sibiu, l'auberge de Pîncota-Arad, la cathédrale catholique romaine de Alba Iulia, le monastère de Polovragi, l'ermitage de Cotmeana, le palais de Potlogi, l'ancien monastère Stelea de Tîrgoviște, le monastère Brîncoveni-Olt, le monastère Călușiu-Olt, la « cula »* Racoviță-Argeș, le monastère de Tismana, le bourg de Tîrgu-Mureș. A cette liste sélective nous ajouterons le monastère de Văcărești, le plus important des ensembles d'architecture féodale de Bucarest qui, depuis l'automne 1973, a été désigné pour abriter des institutions de culture et qui en ce but devra subir un processus complexe de restauration¹⁴.

Parallèlement aux travaux de restauration effective on travaille aujourd'hui à des projets pour d'autres monuments représentatifs de notre patrimoine culturel, dont les chantiers seront ouverts

* Maison fortifiée

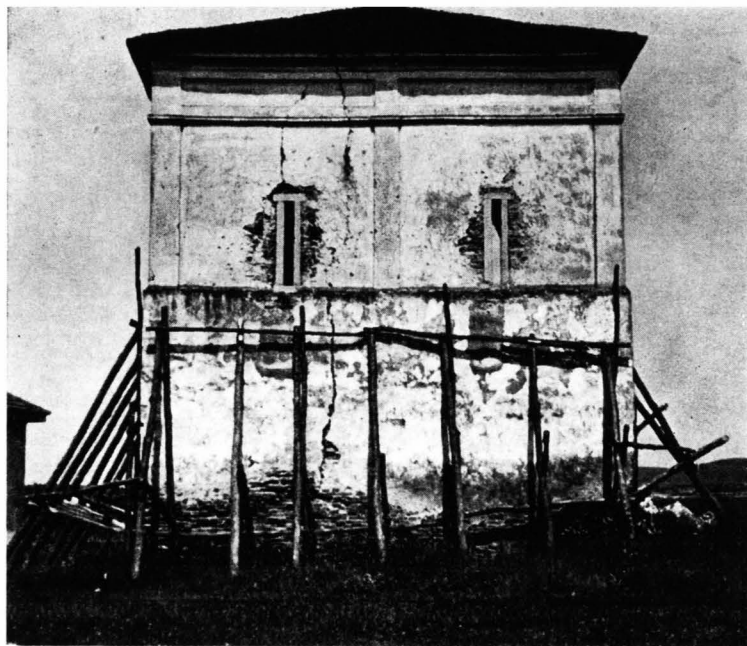


Fig. 20. — La « cula » Racoviță (départ. d'Argeș), avant la restauration.

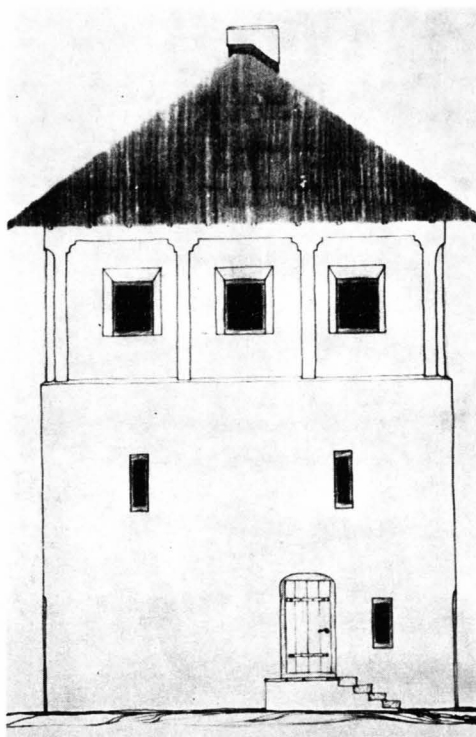


Fig. 21. — La « cula » Racoviță (départ. d'Argeș); la silhouette reconstituée du monument tel qu'il apparaîtra après les travaux de restauration en cours.

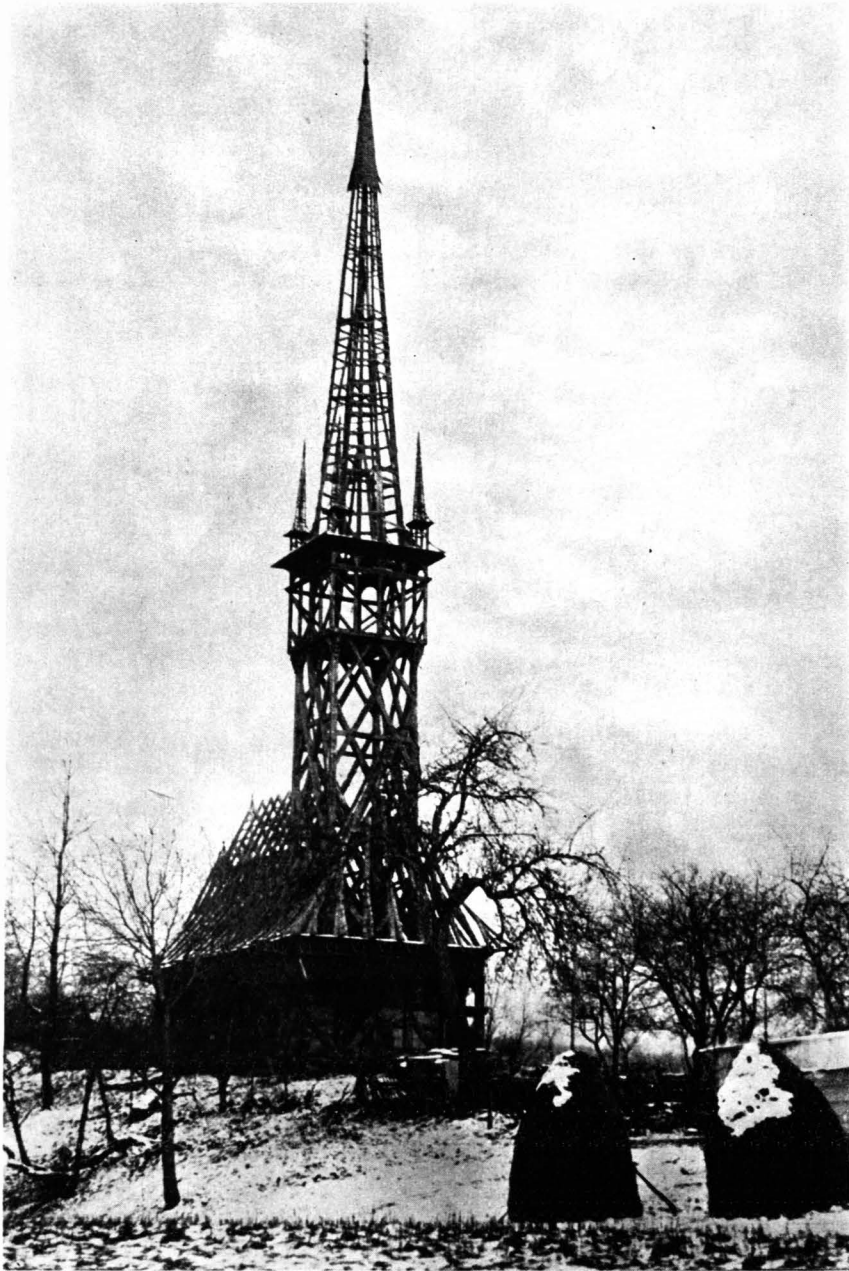


Fig. 22. — L'église en bois de Plopiș (départ. de Maramureș) pendant la restauration (1960—1961).

dans un proche avenir: le palais Ghica-Tei, de Bucarest, l'ensemble Cetățuia de Brașov, l'ensemble commercial « Sugălete » de Bistrița-Năsăud, l'église Saint-Georges de Bucarest, la bourgade paysanne Drăușeni — département de Brașov, le château de Criș — département de Mureș, le monastère Mera — département de Vrancea,

l'église de l'ancien monastère Rimeți — département d'Alba, la vieille église orthodoxe de Hălmagiu — département d'Arad.

Pourtant, en parlant de l'activité de restauration qui s'est si impétueusement développée dans notre pays sous le régime populaire, il ne suffit pas d'envisager les aspects d'ordre quantitatif, quelque

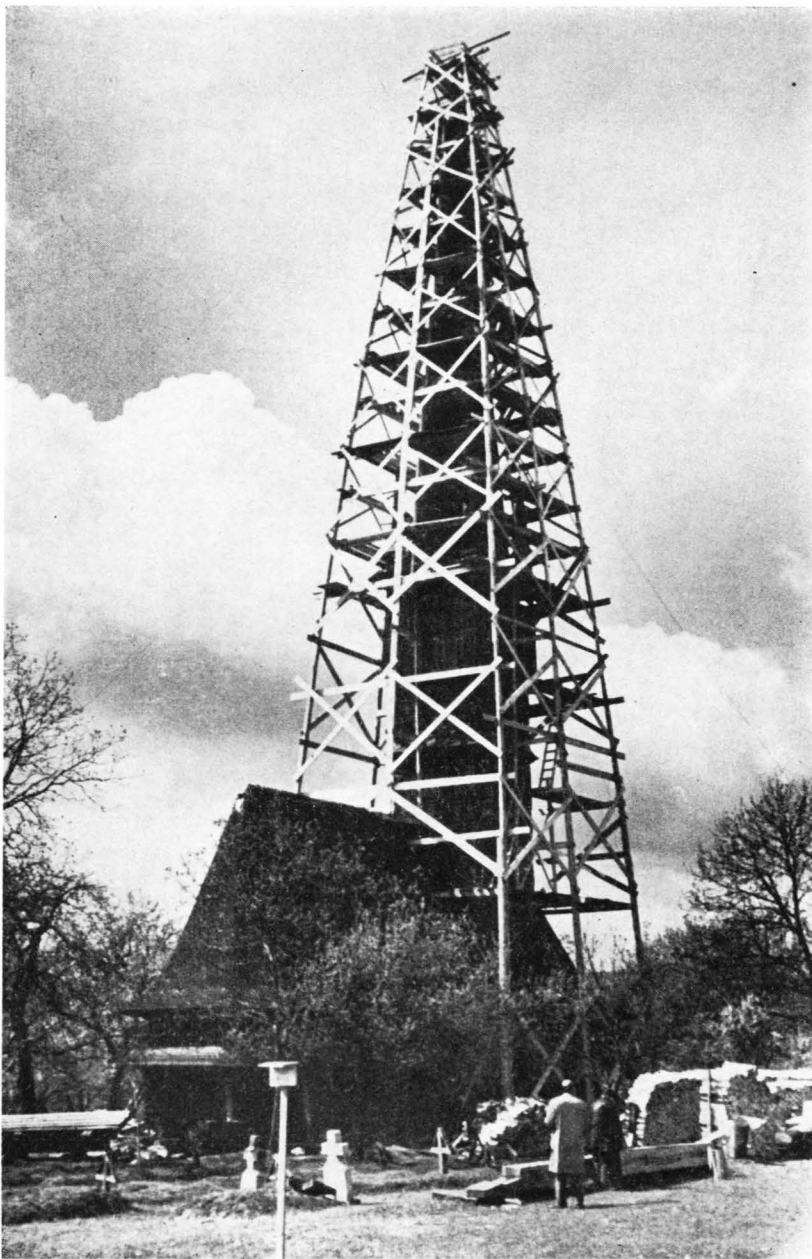


Fig. 23. — L'église en bois de Șurdești (départ. de Maramureș) pendant la restauration (1960).

impressionnants qu'ils soient. Il est nécessaire de souligner en premier lieu le fait que dans l'activité générale de la Direction des Monuments Historiques et d'Art le rôle qui revient à la recherche scientifique est particulièrement important aussi bien comme volume qu'en tant que facteur d'orientation.

Présentés sommairement, les principaux fronts de la recherche sont:

a) L'élaboration d'un répertoire scientifique comprenant tous les monuments historiques de Roumanie, avec leur patrimoine historique et artistique intégral. Après le répertoire réalisé en 1951—1955,

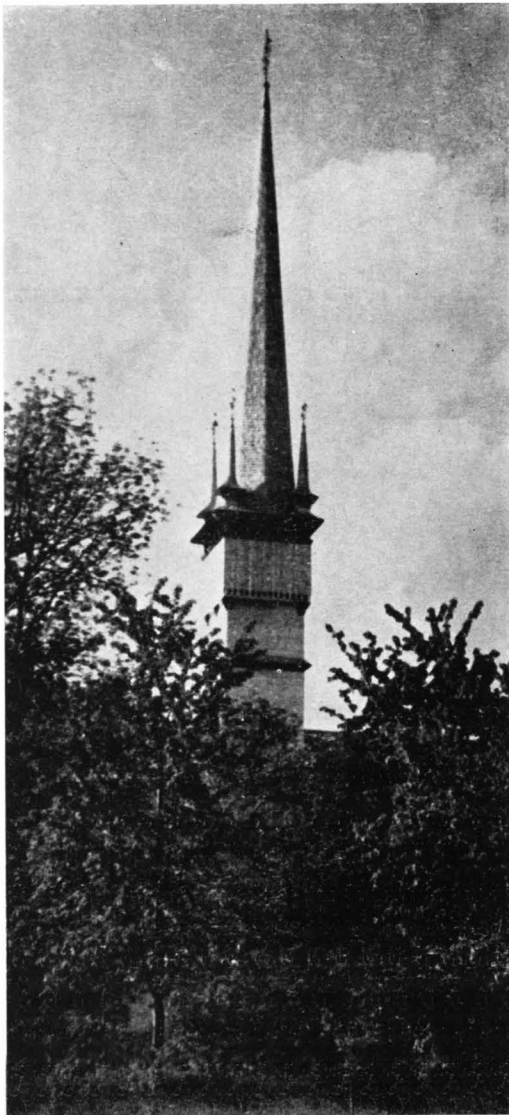


Fig. 24. — L'église en bois de Șurdești (départ. de Maramureș) après la restauration de 1960.

la Direction des Monuments Historiques a initié une nouvelle action d'inventaire, la nouvelle liste comprenant cette fois 6 456 monuments et centres historiques, ce qui correspond à un nombre effectif de plus de 7 000 monuments et grands ensembles par rapport aux 4 360 monuments qui figurent dans le répertoire publié en 1955.

A présent, outre la liste des titres, on vient d'élaborer un répertoire commenté des monuments historiques enregistrés comme tels, répertoire qui sera publié accompagné d'une illustration correspondante.

Avec cela, l'opération d'inventaire ne saurait être considérée comme close. Dès 1974, on procédera à l'élaboration du répertoire analytique des monuments historiques, ouvrage complexe et de vaste étendue, prévu à être définitivement terminé en 1995¹⁵. Dans le cadre de cette vaste action, la sphère de l'inventaire des monuments sera élargie; une plus grande attention devra être accordée aux édifices ruraux et urbains, vu que l'ac-

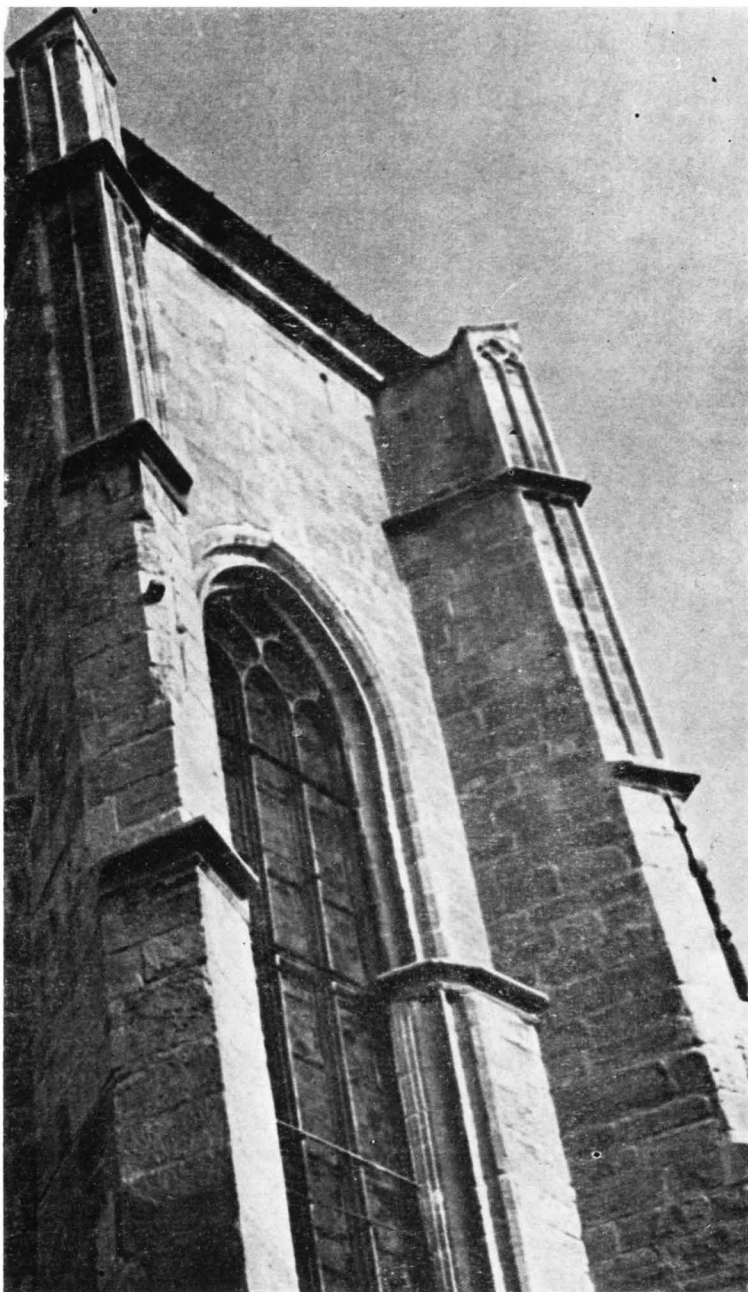


Fig. 25. — L'église de la bourgade paysanne de Prejmer (départ. de Brașov) après la restauration de 1960—1970.

tuelle liste — quoique de beaucoup plus complète — est loin de comprendre le riche fonds de l'architecture civile des XVIII^e—XX^e siècles¹⁶. Une campagne spéciale devra être organisée pour l'architecture populaire, qui subit un processus accéléré de transformation.

b) La recherche historique et archéologique, conçue comme une étape préliminaire de toute restauration, dans le but d'établir avec exactitude les phases de construction et de préciser certains éléments de repère (comme, par exemple, le niveau du sol original). La recherche historique et archéologique déployée dans le cadre de la Direction des Monuments Historiques a été en mesure d'apporter d'importantes contributions à une meilleure connaissance du Moyen Age roumain. Parmi les découvertes archéologiques les plus significatives, nous mentionnons: la première église érigée par Étienne le Grand à Putna, au plan triconque, l'église en bois de Voroneț, antérieure à celle élevée par Étienne le Grand, la première église de Șchei, Brașov (XIV^e—XV^e siècles), l'église en bois de Comana (XV^e siècle), l'église d'Alexandre le Bon, de Bistrița-Neamț, les vieilles églises de Brincoveni-Olt, le monastère orthodoxe de Voevozi-Bihor (XII^e—XIII^e siècles), etc.¹⁷.

c) La recherche d'architecture est effectuée par la division de recherche ou bien comme phase préliminaire de la restauration d'un monument. L'analyse du parement, combinée à la recherche historique, basée sur des documents écrits, des estampes et de photographies, peut mener, dans certains cas, à une modification radicale de la silhouette d'un monument, par un retour aux formes originales démontrées avec certitude. Significatives en ce sens sont la restauration de l'église Radu Vodă, de Bucarest, où a pu être réalisée la réfection des tours et du décor architectonique considéré comme disparu, ainsi que la restauration de la « cula » Raco-



viță-Argeș, où une reconstitution de l'aspect initial a pu être menée à bien.

d) Particulièrement importante s'avère la recherche concernant les techniques de construction, l'analyse des motifs, la recherche des méthodes de conservation des différents matériaux ainsi que des problèmes relatifs aux peintures murales. Dans ce but on a créé un laboratoire de

Fig. 26. — L'église Saint-Michel, de Cluj, détail de la façade après la restauration de 1960—1964.



Fig. 27. — L'église de l'ancien monastère Humor (départ. de Suceava). Figure d'un archange, dans le portique, telle qu'elle apparaît sous une lumière normale.

specialité qui, quoique encore dans une phase incipiente, a réussi à fournir aux restaurateurs de nombreuses et de précieuses données, les résultats des recherches s'avérant dès à présent pleins de promesses.



Les problèmes les plus nombreux qui se posent dans le cadre de l'activité de conservation-restauration sont, comme c'était à prévoir, ceux directement liés aux travaux sur les monuments. Restaurer un monument signifie pratiquement répondre à un complexe faisceau de questions, quelques-unes d'ordre général, concernant la conception fondamentale du restaurateur, d'autres de détail, mais aux conséquences du tout négligeables pour l'œuvre de restauration. En ces derniers temps, on discute à travers le monde entier et avec une nouvelle ferveur des méthodes de restauration appliquées aux monuments historiques.

Après la charte d'Athènes, de 1931, la « charte internationale sur la conser-

vation et la restauration des monuments » adoptée à Venise, en 1964, semblait statuer pour une longue période de temps les principes fondamentaux de la restauration. Dans la pratique, les choses n'ont pas été tout aussi claires, car comme on allait voir assez tôt, même la charte de Venise fixait un cadre trop laxo, accordant au restaurateur une trop large part au droit de décision unilatérale.

En Roumanie, les principes d'une bonne restauration avaient été définis dès 1904 par Nicolae Iorga, qui disait :

« ... les anciens monuments doivent être maintenus debout, consolidés et bien protégés. ... Nous avons le devoir de maintenir et non de rafistoler, ni de refaire ou de rénover, d'imaginer ou de créer. *Chacun est libre d'élever une construction nouvelle dans un style ancien, mais il n'est pas permis de l'élever sur l'emplacement, sur les ruines d'un ancien monument de la patrie* ¹⁸ (souligné par l'auteur — V.D.) A son tour, N. Ghika-Budești, pendant longtemps architecte en chef de la Commission des Monuments Historiques, fut le promoteur du principe de la « stricte conservation » ¹⁹. Peu à peu, les architectes de la Commission des Monuments Historiques ont acquis la ferme conviction que dans une construction il faut conserver tout ce qui est ancien et en état de résister au temps, respecter son caractère historique et artistique, sans prescrire le style d'une époque, et éliminer seulement les parties dépourvues d'importance, qui nuisent à l'harmonie de l'édifice. On a promu une thèse selon laquelle les travaux de restauration doivent être très discrets et respecter tout ce que les siècles ont ajouté au corps d'un monument ²⁰.

La position théorique des architectes de la Commission des Monuments Historiques s'est concrétisée dans les excellentes restaurations effectuées entre 1930 et 1940, restaurations qui peuvent être considérées parmi les meilleures de l'époque respective à l'échelle européenne.

Il s'agit en l'occurrence des travaux réalisés à l'église de la Sainte-Trinité de Siret, à l'église Curtea Veche de Bucarest, à l'église principale de Cozia, à l'église Crețulescu de Bucarest, à l'église Rebegești-Mănăstirea (département d'Ilfov)²¹. Mentionnons néanmoins que les principes salutaires de la conservation n'ont pas été appliqués jusqu'au bout, les séquelles de la période puriste subsistant encore aussi bien sur le plan théorique que dans la pratique. Une certaine volupté des matériaux nus, volupté facile à expliquer dans l'ambiance artistique du XX^e siècle, a conduit, dans de nombreux cas, à l'éloignement des crépis, même lorsqu'il était évident qu'à l'origine les monuments avaient été recouverts de crépi et qu'en aucun cas le parement résulté du jeu des matériaux de construction n'était conçu pour rester apparent²².

En tout cas, exceptant les quelques erreurs commises, on peut affirmer que les bonnes traditions de la restauration formées dans l'école créée par la Commission des Monuments Historiques, ont été reprises par les architectes de la Direction des Monuments Historiques, l'expérience acquise étant substantiellement nuancée et enrichie. Dans un article de bilan très documenté — paru à l'occasion de ses dix ans d'activité —, la Direction des Monuments Historiques a présenté sa façon de comprendre et d'appliquer la charte de Venise, en tant que document servant à donner une orientation dans l'activité de restauration²³.

On peut, en effet, citer de nombreux exemples de travaux sur les monuments où l'on a correctement appliqué les principes de la charte de Venise, en tenant compte du fait que par ce document c'est la *conservation* qui est placée au premier plan, la restauration étant considérée « une opération qui doit avoir en général un caractère exceptionnel ».

Dans cette perspective, une réflexion attentive des toits (Neamț, Humor, Moldovița, Sucevița, Tismana, etc.), des cré-



pis (Putna, Secu, Bistrița-Neamț, Hurez, etc.), une scrupuleuse restauration des éléments en pierre (l'église Saint-Michel de Cluj, la cathédrale d'Alba Iulia, le monastère de Hurez, etc.) ainsi qu'une restauration fidèle et respectant les techniques traditionnelles de nombreuses églises en bois, sont des opérations qui s'imposent comme exemplaires car elles illustrent un authentique respect envers les monuments.

Par contre, l'essai de moderniser un monument dans le désir d'imposer à tout prix la marque du restaurateur nous semble discutable, voire réprobable. Il est vrai que par la charte de Venise on proclame le principe: « tout travail d'ajout considéré indispensable sera conçu comme une composition architecturale et devra porter l'empreinte de notre époque ». Ce principe est cependant limité, même dans la conception de la charte, puisque l'on y reconnaît le caractère exceptionnel de la restauration et que l'on place sur le premier plan la conservation. La charte

Fig. 28. — L'église de l'ancien monastère Humor (départ. de Suceava). La même figure d'archange de l'illustration précédente, telle qu'elle apparaît sous une lumière rasante; on y décèle nettement une maladie grave; le détachement de la couche de couleur.

de Venise ne permet pas au restaurateur de procéder de façon unilatérale, n'accordant pas non plus le droit de décision à une seule catégorie de spécialistes. Au contraire, déjà dans son préambule, la charte pose en principe la responsabilité envers le patrimoine culturel, qui doit être transmis inaltéré aux futures générations :

« Portant un message spirituel du passé, les œuvres monumentales des différents peuples constituent de nos jours le témoignage vivant de leurs traditions séculaires. L'humanité, qui devient chaque jour plus consciente de l'unité des valeurs humaines, les considère comme formant un patrimoine commun et se reconnaît solidairement responsable de leur sauvetage pour les futures générations. Elle a le devoir de les transmettre aux successeurs dans toute leur authenticité » (souligné par l'auteur — V.D.).

Dans la lumière de ces lignes il est clair que la restauration ne saurait être un prétexte pour changer d'une manière incisive l'aspect d'un monument, pour intervenir quand il s'agit de détails authentiques ou pour moderniser à tout prix tout ce qui peut et tout ce qui doit être conservé. Seuls les ajouts inévitables, réclamés par les besoins de la conservation, sollicitent un traitement moderne, sans équivoque.

C'est en ce sens que doit être citée la solution du soutien — à l'aide de contreforts libres en béton armé — appliqué pour la consolidation des murs d'enceinte de la bourgade Cilnic, ainsi que les constructions protectrices réalisées pour la mosaïque de Constanța ou pour l'ensemble rupestre de Basarabi.

On peut également citer des cas où un encadrement en bois pourri a été intégralement remplacé par un autre aux formes modernes (en bois ou en métal) ce qui a provoqué un changement immédiat dans l'expression des monuments (Sucevița, Galata, Dragomirna)²⁴. De même, il y a eu des cas où un encadrement en bois authen-

tique, au décor chantourné, a été remplacé sous prétexte que le bois chantourné n'était pas spécifique à l'architecture roumaine (par exemple la partie réservée aux hôtes, du monastère de Secu). Outre le fait que le bois chantourné est très répandu dans la décoration de l'architecture populaire et, surtout, caractéristique pour la zone où se trouve le monument restauré, sa conservation aurait dû s'imposer même s'il s'était agi d'une exception.

Comme on l'a récemment souligné dans l'ouvrage *Sauvons le visage de l'Europe*, le principe « primum non nocere », observé en médecine, doit être observé avec attention aussi quand il s'agit de monuments historiques²⁵. Autrement dit, toute intervention dans le processus de la conservation devra se garder d'appliquer les principes d'une évaluation esthétique subjective et respecter l'intégrité du monument en cause. L'éloignement de certaines parties de la construction pour la simple raison qu'elles ont été taxées comme architecture de mauvais goût laisse un champ ouvert à toutes sortes d'interventions, ce qui n'est pas dans le but de l'action de protection du patrimoine architectural, qui est, en essence, un patrimoine culturel, avec une signification complexe et engageant, par conséquent, une multiple responsabilité.

D'autant plus graves nous apparaissent les interventions qui, basées toujours sur des critères esthétiques, non seulement modifient l'expression des monuments, mais les exposent à un impitoyable processus de dégradation. En continuant la tradition puriste, corroborée au goût caractéristique de notre siècle pour les matériaux apparents, plusieurs monuments ont souffert le supplice de Saint Bartholomée, étant « écorchés » (Sucevița, Dragomirna, Moldovița, Neamț). On a oublié le rôle important joué par le crépi, qui servait de fond aux éléments du décor monumental — concurrencés aujourd'hui, pour l'effet, par un grossier parement en



Fig. 29. — L'église de l'ancien monastère Humor (départ. de Suceava); travaux de nettoyage et de consolidation de la peinture de la chambre des tombeaux (1972).

Pierre brute —, comme on a oublié que le crépi était une protection idéale pour les matériaux de construction, qui supportent difficilement l'action destructrice des agents thermiques, atmosphériques, météoriques. Un véritable signal d'alarme a été lancé par les experts de l'UNESCO qui ont visité notre pays et dont l'inquiétude a été d'abord exprimée verbalement et ensuite concrétisée dans un article ²⁶.

L'insistance avec laquelle nous avons traité ces problèmes de principes s'explique non seulement par le caractère actuel du débat mais aussi parce que c'est en fonction de ces problèmes théoriques qu'à été orientée toute l'activité de restauration.



Un chapitre nouveau, propre à notre époque, est celui qui concerne l'action de restauration et de mise en valeur des centres historiques urbains et ruraux.

La Direction des Monuments Historiques a encouragé l'œuvre de récupération des ensembles urbains ayant une valeur historique certaine et a financé, en ce but, la réalisation de plus de 20 projets de systématisation et d'assainissement des villes anciennes. Quoique dans une phase préparatoire, l'action de mise en valeur des centres historiques compte néanmoins quelques réalisations dignes de notre intérêt. Citons en premier lieu l'exemple de la ville de Sibiu où, grâce à l'intelligente politique des autorités locales, une bonne partie de l'ancien centre historique (notamment le Petit marché) a été assaini et rendu au circuit commercial, constituant aujourd'hui un véritable pôle magnétique pour la circulation touristique. Les édiles de la ville se sont en même temps préoccupés de réaliser un nouveau centre civique de proportions monumentales, qui exprimera avec plénitude l'esprit de notre époque et la capacité créatrice des architectes contemporains. Il ne s'agit pas d'une implantation forcée de l'architecture moderne dans un centre historique, mais d'une harmonieuse coexistence qui donne un relief à la configuration historique de l'entière ville de Sibiu.

Des résultats remarquables dans l'œuvre de récupération du centre historique ont été obtenus dans la zone de Curtea Veche, à Bucarest. Plusieurs rues —

Fig. 30. — L'église de l'ancien monastère de Humor (départ. de Suceava); la consolidation où s'était produit un détachement de la couche-support d'une certaine étendue (1972).



condamnées jadis à une démolition intégrale — ont été rendues à leur destination initiale, le commerce. Parallèlement a été mise au jour et transformée en musée la ruine du palais voïvodal devenu à présent un objectif touristique des plus intéressants, véritable fiche historique de la capitale. La restauration de l'auberge de Manuc, suivie de l'assainissement de l'auberge « cu Tei » (« aux Tilleuls »), confère une expression dynamique à l'urbanisme de la zone entière que de futurs travaux promettent de transformer en musée vivant d'un Bucarest auquel l'incurie des anciens édiles menaçait d'ôter tout caractère historique.

On trouve, évidemment, aussi des exemples négatifs, comme celui de Tirgu Mureș, où le front de la place centrale a été brisé, celui de Tulcea, où l'on a détruit l'ancien bazar, ou celui de Jassy, où, sans aucune justification, on a démoli l'édifice de l'Académie « Mihăileană ». Mais en ces derniers temps on peut parler d'une augmentation constante de l'intérêt pour la mise en valeur des centres historiques et, en ce sens, la récente session plénière de l'Union des Architectes, ainsi que les discussions qui ont eu lieu dans différents centres départementaux auront un rôle stimulant.



Le dernier point de cet exposé sur l'activité de restauration déployée dans notre pays concerne les peintures murales.

L'ancienne Commission des Monuments Historiques avait essayé parallèlement aux restaurations de l'architecture, de restaurer aussi les peintures murales, les travaux exécutés à l'église princière de Curtea de Argeș s'avérant en ce sens très prometteurs.

Malheureusement un véritable atelier de restauration n'avait pas pu être constitué, de sorte qu'après la guerre on a dû tout recommencer. Après plusieurs essais occasionnels²⁷, on a procédé à l'organisation d'un atelier pour la restauration des peintures murales, atelier qui

fonctionne en collaboration directe avec le Centre International de Restauration UNESCO, ayant le siège à Rome.

Les premiers résultats de l'activité de cet atelier sont à la fois encourageants et inquiétants. Encourageants parce que les travaux déjà effectués à Humor, à Geoagiu de Sus, Bistrița, Strei, Densuș, etc. ont prouvé la possibilité de résoudre des problèmes des plus difficiles, les jeunes restaurateurs ayant témoigné une véritable vocation et du sens de responsabilité au cours de leur travail. Inquiétants à cause de l'état de grave urgence ou se trouvent de très nombreuses peintures murales de notre pays. Observées dans la lumière normale, les peintures de Humor peuvent donner une impression de santé, mais en réalité la couche de couleur se détache du support, la dégradation étant imminente. De nombreux cas où la couche des fresques se détache du mur sont également signalés à Humor, Moldovița, Bălinești, etc., d'urgentes mesures pour la consolidation s'avérant partout nécessaires.

Vu la gravité de ces urgences une campagne a été organisée pour dépister tous les monuments malades et pour élaborer les fiches de santé permettant une judicieuse programmation des interventions. En même temps, a été initiée, en collaboration avec l'Institut d'Arts Plastiques « Nicolae Grigorescu », la formation des futurs restaurateurs, dans le but d'assurer l'effectif de spécialistes nécessaire pour cette action d'incalculable responsabilité. En effet, que seraient les monastères de Voroneț ou de Humor dépouillés de leur parure de peinture murale?

On se préoccupe également de préparer les moyens nécessaires pour la restauration du patrimoine artistique intégral qui entre dans la composition d'un monument: sculpture, ferronnerie, mobilier. Tout ceci dans l'idée que chaque monument représente un témoignage de l'histoire de notre peuple, un document complexe du génie créateur autochtone,

document que le processus de restauration doit garder inaltéré, dans toute sa richesse.



De la perspective des trois décennies écoulées depuis le 23 Août 1944, l'activité de restauration de notre pays se distingue par son rythme de développement impétueux, par la complexité des problèmes auxquelles elle est confrontée, par sa préoccupation constante pour assurer des critères et des procédés d'une indiscutable rigueur scientifique.

Bénéficiant de la haute protection du Parti Communiste Roumain, le patrimoine culturel national à droit à des soins qu'on ne lui avait jamais octroyés auparavant, l'importance des travaux de

restauration augmentant chaque année avec un plus d'efficacité.

Témoignages concrets de notre passé, les monuments historiques deviennent aussi, par l'œuvre de restauration, des témoignages du présent, qui nous parlent de l'intérêt que le régime socialiste porte à l'immense bagage de valeurs qui nous a été légué par nos prédécesseurs et que nous avons le devoir de laisser, à notre tour, en héritage aux futures générations.

De ce dialogue viril avec l'histoire on peut déchiffrer, une fois de plus, la substance profondément humaine du régime socialiste, la haute conception de la responsabilité historique que le Parti Communiste Roumain a su inculquer dans la conscience de chaque citoyen.

¹ Nicolae Iorga, *Ce este vechea noastră artă?* in *Buletinul Comisiunii Monumentelor Istorice* (B.C.M.I.), 1942, juillet-octobre, p. 113.

² Nicolae Iorga, *Cum s-ar cuveni să se îngrijească monumentele istorice?* in *Semăntorul*, 1904, n° 46.

³ Nicolae Iorga, *Cum s-au restaurat vechile monumente*, in *Semăntorul*, 1904, n° 43.

⁴ Cf. N. Iorga, *Trei conferințe de orientare. Monumentele noastre și opera Comisiunii Monumentelor Istorice*, in *B.C.M.I.*, 1938 avril-juin, fasc. 96, p. 53-54.

⁵ A propos de l'intervention de Mesentea, Nicolae Iorga écrivait: « à présent, l'architecte Wagner a abimé le délicat édifice qui lui a été confié; à la place des longs auvents d'échandoles noircies, du ciment banal, coupé ras, qui laisse les eaux pluviales ronger le sable placé près des fondations par les réparateurs; des marquises en bois à peine raboté, là où autre-fois il y avait le portique pour les assemblées populaires; dans les niches, des croix latines en crépi » (*Donă biserică ardelenă*, in *B.C.M.I.*, 1929, janvier-mars, p. 26).

⁶ Le catalogue de ce musée, aujourd'hui encore très utile, a été rédigé par Virgil Drăghiceanu (*Catalogul colecțiilor Comisiunii Monumentelor Istorice*, Bucarest, 1912)

⁷ Étant donné que de très rares travaux de recherche-réfection, contenant la totalité du processus évolutif, ont été publiés, une reconstitution de la configuration de l'école roumaine de restauration des années 1930-1940 soulève de grandes difficultés. Particulièrement significatif en ce sens est l'article de l'architecte Ștefan Balș, *Restaurarea bisericii Crețulescu*, in *Buletinul Monumentelor Istorice* (= *B.M.I.*), 1972, n° 3, p. 19-22.

⁸ De la bibliographie concernant l'évolution de l'activité de restauration en Roumanie jusqu'en

1944, nous recommandons surtout les suivants ouvrages:

G. Sterian, *Despre restaurarea monumentelor istorice în străinătate și în România*, Jassy, 1889; N. Ghika-Budești, *Cu privire la monumentele noastre istorice*, in *Lumina*, 1919, n° 1 octobre, p. 43; Nicolae Iorga, *Monumentele noastre și opera Comisiunii Monumentelor Istorice* in *B.C.M.I.*, 1938, fasc. 96, avril-juin, p. 49-64; Teodora Voinescu, *Principii conducătoare în restaurarea monumentelor istorice de la Bibescu și pînă azi*, in *Analecta*, II, 1944; Dumitru Nastase, *Restaurarea monumentelor de artă medievală în R.P.R.* in *Studii și cercetări de istoria artei* (S.C.I.A.), VII, 1960, n° 1, p. 143-168; Oliver Velescu, *Evidența monumentelor istorice din țara noastră*, in *Sesiunea științifică a Direcției Monumentelor Istorice*, Bucarest, 1963, p. 61; Grigore Ionescu, *Restaurarea monumentelor de arhitectură în România în anii puterii populare*, in *Monumente istorice. Studii și lucrări de restaurare*, Bucarest, 1964, n° 1, p. 7-31; Gheorghe Curinschi, *Restaurarea Monumentelor*, Bucarest, 1968; Aurelian Sacerdoțeanu, *Comisiunea Monumentelor Istorice la 80 de ani*, in *B.M.I.*, 1970, n° 3, p. 7-16.

⁹ Après l'assassinat de Nicolae Iorga, la Commission des Monuments Historiques a été dirigée par Alexandru Lapedatu (1941-1947) et Constantin Daicoviciu (1947-1946).

¹⁰ Il suffit de rappeler que la liste des monuments historiques publiée par C.S. Bilciurescu en 1894 comprenait à peine 131 objectifs et que des monuments de l'importance des monastères de Neamț ou de Hurez n'y figuraient pas. A propos des avatars des différentes actions d'inventaire, voir O. Velescu, *op. cit.* p. 62-65.

¹¹ Malheureusement, comme remarquait sur un ton amer P. Constantinescu-Iași, les autorités

Notes

locales n'ont pas toujours compris toute la portée de la noble mission qui leur était confiée. « D'abord, on ne constate pas, de la part des autorités locales auxquelles incombe le devoir de soigner ces monuments, une attention suffisante; notre public n'a pas encore été éduqué dans l'esprit du respect pour ce patrimoine culturel national... » (P. Constantinescu-Iași, *Respect față de monumentele istorice*, in *Monumente și muzee*, 1958, I, p. 18). L'indolence et le manque de responsabilité dénoncés par P. Constantinescu-Iași se font encore sentir dans certains départements, les autorités locales considérant à tort que l'existence de la Direction des Monuments Historiques et d'Art les exempterait de l'obligation statuée par la loi d'allouer les fonds nécessaires et de se préoccuper d'une manière effective des monuments qui se trouvent dans leur zone d'administration.

¹² Un compte rendu des restaurations effectuées par la Direction des Monuments Historiques a été publié sous le titre *Principalele lucrări de restaurare a monumentelor istorice din Republica Socialistă România (1959-1969)* in *B.M.I.*, 1970, n° 1, p. 73-78.

¹³ A ces objectifs il faudrait ajouter les églises en bois de Cuhea, Ieud, Plopiș, Surdești toutes de Maramureș, ainsi que celles de Cizer et Petrindu — Cluj et quelques autres dizaines d'églises en bois dans différents départements de Transylvanie.

¹⁴ Lorsque les travaux de restauration seront achevés, ce qui, d'après les estimations, arrivera en 1975, on installera dans le cadre du vaste ensemble de Văcărești un musée d'art religieux et un centre national de restauration.

¹⁵ Les travaux pour le répertoire analytique se dérouleront dans des campagnes annuelles, concentrées dans un département ou un groupe de départements et consisteront en recueillir toutes les données d'ordre historique et artistique, rédiger des fiches pour les inscriptions, inventorier le patrimoine mobile afférent aux monuments et rassembler tout le matériel concernant la toponymie et la légende des monuments historiques. Les matériels répertoriés seront publiés dans des volumes séparés pour chaque département.

De même, afin que les informations puissent être rapidement utilisées, on a prévu la rédaction de fiches codifiées permettant la mémorisation dans des ordinateurs électroniques.

¹⁶ Si au début de notre siècle on attribuait, en principe, la qualité de monument historique à tous les édifices antérieurs à l'année 1850, en 1974 cette limite chronologique doit être déplacée vers 1920, voire, pour certains cas, encore plus près de notre époque. C'est ainsi que les constructions réalisées par l'architecte Horia Creangă devraient bénéficier dès à présent d'une protection spéciale.

¹⁷ *Săpăturile arheologice efectuate de D.M.I.A.* in anul 1972, in *B.M.I.*, 1973, n° 1, p. 74-75.

¹⁸ Nicolae Iorga, *Cum s-ar cuveni să se îngrijească monumentele istorice?* in *Semăntătorul*, 1904, n° 46. A propos de la conception de Iorga sur la restauration des monuments historiques, voir Liviu Ștefănescu, *Nicolae Iorga și monumentele istorice*, in *B.M.I.*, 1970, n° 2, p. 12-17.

¹⁹ N. Ghika-Budești, *Cu privire la monumentele noastre istorice*, in *Lamura*, I, n° 1, octobre 1919, p. 43.

²⁰ Teodora Voinescu, *op. cit.*, p. 152; I. D. Ștefănescu, *Restaurarea monumentelor istorice, in Revista istorică română*, XIV, 1945, fasc. IV., p. 144

²¹ En parlant de ce dernier monument, nous relèverons une opération osée et en même temps très rare dans la pratique mondiale de restauration, qui consiste à soulever l'édifice entier de 2,50 m. Initiée par l'architecte Horia Teodoru, cette opération a été effectuée par les moyens les plus simples (crics), sans que les murs présentassent le moindre processus de fissuration. Le soulèvement était réclamé par une hausse dans le niveau du lac de Buftea.

²² Nous citons en exemple le cas de l'église du monastère Tismana où, à la suite de l'éloignement des crépis est apparu un parement irrégulier, mais qui peut sensibiliser l'attention artistique des contemporains. A présent, basés sur les expertises qui ont eu lieu, nous pouvons affirmer que l'éloignement des crépis a non seulement dénaturé l'aspect du monument mais il l'a aussi exposé d'une grave façon à l'humidité, ce qui aura des conséquences désastreuses pour la conservation des peintures murales.

²³ Richard Bordenache et Victor Munteanu, *Criterii științifice în activitatea de restaurare a monumentelor istorice*, in *B.M.I.*, 1970, n° 1, p. 6-10.

²⁴ Dans un récent article, l'architecte Ioana Grigorescu justifie l'éloignement de la charpenterie de Sucevița, soutenant qu'elle était d'un aspect « très lourd, insupportable », (I. Grigorescu, *Puncte de vedere pe marginea restaurării de la Sucevița*, in *Arhitectura*, 1973, n° 4, p. 49, note 31 bis). En admettant même que la charpenterie trouvée par le restaurateur était lourde, rien ne justifie une modification structurale de la charpenterie qui va jusqu'à altérer l'expression du monument.

²⁵ François Sorlin, Piero Gazzola, Raymond Lemaire, *Sauvons le visage de l'Europe*, Strasbourg, 1973, p. 91.

²⁶ Paul Philippot et Paolo Mora, *Problema tencuielilor în restaurarea monumentelor*, in *B.M.I.*, 1970, n° 4, p. 66.

²⁷ Il faut remarquer que pendant longtemps la Direction des Monuments Historiques s'est préoccupée seulement de la partie architecturale des monuments, en négligeant, ou même en condamnant dans certains cas (comme, par exemple à Secu, où l'on a pris une pareille décision, arrêtée heureusement à temps), les peintures murales.